

## Comment le projet de réforme des institutions que préparent les Républicains pourrait profiter à Nicolas Sarkozy quoi qu'en pensent les parlementaires de son camp



Nicolas Sarkozy organise ce mercredi matin une toute dernière convention sur le thème de la réforme des institutions qui ne devrait pas passer inaperçue.

Avec Christelle  
Bertrand

Ca s'appelle se faire couper l'herbe sous le pied. Afin de boucler le programme qu'il présentera le 2 juillet au conseil national, Nicolas Sarkozy organise ce matin une toute dernière convention sur le thème de la réforme des institutions qui ne devrait pas passer inaperçue.

L'ancien président devrait réclamer l'abaissement du nombre de députés à 400 (au lieu de 577 actuellement) et 200 sénateurs (au lieu de 350). Son projet prévoit aussi de limiter la procédure législative à une seule lecture par assemblée, supprimant ainsi la navette parlementaire, c'est-à-dire les allers retours entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

De quoi agacer Bruno Le Maire qui avait fait de la réforme des institutions sa marque de fabrique et expliquait récemment dans la presse "il faut réduire le nombre de députés à 400 députés et deux sénateurs par département, soit 202 sénateurs. Tout cela est amplement suffisant. En revanche, je veux revaloriser les mandats parlementaires. Il faut un seul salaire, entièrement imposable et de bon niveau qui permette aux députés et sénateurs de vivre dignement de leur fonction. Il faut qu'ils aient davantage de moyens matériels et humains pour faire correctement leur travail législatif et de contrôle de l'exécutif".

Mais là où Nicolas Sarkozy marche vraiment sur les plates-bandes de son concurrent c'est lorsqu'il propose d'obliger tout agent public à démissionner s'il est "élu pour un mandat parlementaire ou à la tête d'un important exécutif local".

Bruno Le Maire, depuis qu'il est en campagne, ne cesse, pour sa part, de clamer que les hauts fonctionnaires doivent faire un choix : soit la haute fonction publique et l'indépendance de l'État, soit un engagement politique et par conséquent la démission de la fonction

---

publique comme il l'a fait lui-même.

La réforme annoncée ce matin semble donc largement destinée à mordre sur l'électorat du député de l'Eure tout en surfant sur une exigence des Français qui souhaitent que l'État s'impose à lui-même le régime drastique qu'il impose aux Français. Mais l'ancien président risque de ne pas se faire que des amis dans ses propres rangs. Déjà l'un de ses proches, Guillaume Larrivé, énarque et haut fonctionnaire a réagi en lançant en réunion, selon le journal Marianne, "je ne vais tout de même pas m'excuser d'avoir fait l'ENA".

Nicolas Sarkozy, en poursuivant ainsi la campagne qu'il a entamée lors de son discours à Lille, du peuple contre les élites, prend donc un risque, celui de se mettre à dos députés, sénateurs et hauts fonctionnaires de tous poils alors qu'il en est entouré. Un vrai risque ? Pas exactement car l'ancien président sait que les hauts fonctionnaires ont plutôt pris le parti d'Alain Juppé et qu'en tous cas, lui-même ne fera pas de gros scores au sein de leur rang même si son entourage en est parfois issu. En revanche, l'ancien président a pris soin de rassurer députés et sénateurs par une mesure qu'ils appellent de leurs vœux depuis longtemps. Nicolas Sarkozy devrait promettre l'abrogation du non-cumul des mandats. Le patron de LR n'a jamais caché son hostilité à cette mesure votée en 2014. Il souhaite la faire sauter dès l'éventuel retour de la droite à l'Élysée, en mai 2017, afin que les députés élus aux législatives de juin puissent conserver leurs mandats. Voilà de quoi s'attirer les grâces de quelques supporteurs. "Nicolas Sarkozy cajole les relais en permanence", observe un sénateur juppéiste avisé qui semble regretter que son poulain n'en fasse pas autant. Voilà pourquoi les annonces de ce matin seront donc toutes en nuance. Elles devraient être votées par le conseil national le 2 juin qui validera ainsi le programme des LR. Conseil National que les proches d'Alain Juppé ont promis de ne pas boycotter. "On ira sans inquiétude, explique un proche du maire de Bordeaux, car c'est un peu l'avantage de la double casquette que vient d'endosser Nicolas Sarkozy, à moitié président des LR mais surtout candidat. Au moins tout le monde comprend que le programme qui sera voté, c'est le sien et pas celui des autres".